

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1925.

Projet de loi

approuvant le Traité de Commerce et de Navigation conclu à Guatemala, le 7 novembre 1924, entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Guatemala.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Depuis de nombreuses années déjà nos relations économiques avec le Guatemala n'ont plus été régies par aucune convention commerciale. Le seul traité de commerce conclu entre la Belgique et ce pays remonte, en effet, à l'année 1849 et ses effets ont cessé d'être obligatoires à partir du 21 novembre 1878. On peut dire d'ailleurs que, depuis son indépendance, le Guatemala s'est montré généralement peu disposé à conclure des accords commerciaux avec les nations étrangères, et les efforts qu'à différentes reprises nous avons déployés dans ce sens étaient toujours restés sans succès.

Le traité qui est déposé sur le Bureau de la Chambre vient combler cette lacune. Basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, il contient toutes les clauses habituelles des traités de commerce, telles que celles concernant l'établissement, l'exercice du commerce et de l'industrie, le traitement des marchandises et des commis-voyageurs, la navigation, etc. Conclu pour le terme d'un an, il est renouvelable par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée, ses effets ne cessant de courir qu'une année après dénonciation par une des Parties contractantes.

S'il est vrai que les échanges commerciaux entre les deux pays sont fort peu importants, cet accord, tel qu'il a été conclu, ne peut cependant que faciliter, sans aucun risque pour nous, nos relations commerciales avec la principale république de l'Amérique Centrale, étant donné qu'il nous fera bénéficier automatiquement des concessions tarifaires que celle-ci pourrait être amenée éventuellement à accorder à l'une ou l'autre nation concurrente.

*Pour le Ministre des Affaires Etrangères absent :
Le Premier Ministre, Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

**Traité de Commerce et de Navigation
entre la Belgique, le Grand Duché de Luxembourg
et le Guatemala.**

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES agissant tant en Son Nom qu'au nom de S. A. LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG en vertu d'accords existants, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et le Guatemala ont décidé de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Nicolas LEYSBETH, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA :

Monsieur le Licencié en droit Roberto LÖWENTHAL, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes établies dans les territoires de l'autre Partie ou y résidant temporairement, jouiront, en ce qui concerne l'établissement du commerce et de l'industrie dans les territoires de l'autre Partie Contractante, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions, que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

ARTICLE II.

Les ressortissants de chaque Partie Contractante auront sur les territoires de l'autre Partie le droit d'acquérir, de posséder et d'exploiter toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, que les lois du pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir, de posséder et d'exploiter.

Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, contrat de mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis dans aucun des cas mentionnés à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront établis sur les nationaux.

Ils pourront, de même, en se conformant aux lois du pays, emporter librement le produit de la vente de leur propriété et exporter leurs biens en général sans être assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance. Ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et accès libre auprès des tribunaux devant lesquels ils pourront porter les actions et invoquer les exceptions accordées aux nationaux. Ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux et comme ceux-ci ils auront la faculté de confier la sauvegarde de leurs intérêts à des avocats ou à des mandataires choisis par eux-mêmes.

ARTICLE III.

En cas de décès d'un Belge ou d'un Luxembourgeois au Guatemala ou d'un Guatémaltèque en Belgique ou au Luxembourg, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera ledit avis par la remise d'une expédition, en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ARTICLE IV.

Les sociétés civiles et commerciales qui sont valablement constituées d'après les lois d'une des Parties Contractantes et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue dans l'autre partie, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but contraire à l'ordre public et auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Les sociétés civiles et commerciales ainsi reconnues de chacune des Parties Contractantes pourront, en se soumettant aux lois de l'autre, s'établir sur le territoire de cette dernière, y fonder des filiales et succursales et y exercer leur activité.

ARTICLE V.

Les droits et les taxes intérieures perçues pour le compte de l'État, des provinces et des communes ou autres institutions publiques, qui grèvent ou grèveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article

dans le territoire de l'une des Parties Contractantes ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce ou ceux de la nation la plus favorisée.

ARTICLE VI.

Les ressortissants, ainsi que les sociétés civiles et commerciales de chacune des Parties Contractantes, ne pourront dans aucun cas être soumis, pour l'exercice du commerce et de l'industrie dans le territoire de l'autre Partie Contractante, à des droits, taxes, tarifs de transport, impôts, charges sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou seront exigés des nationaux.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire soit dans l'armée de terre, soit dans la marine, et de toute fonction officielle obligatoire, administrative ou judiciaire. Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers; ils auront droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur.

ARTICLE VII.

Tous les produits du sol ou de l'industrie originaires et en provenance du territoire douanier de l'une des Parties Contractantes qui seront importés sur le territoire douanier de l'autre Partie Contractante et qui sont destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexpédition, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée. Notamment, ils ne pourront, en aucun cas, être soumis à des droits ni plus élevés, ni autres, ni à des restrictions autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

Les exportations à destination d'une des Parties Contractantes ne seront pas grevées par l'autre de droits ou taxes autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard, ni soumises à d'autres restrictions.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à faire immédiatement et sans autres conditions, profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de toute réduction de droits ou de taxe qu'elle a déjà accordés ou pourrait par la suite accorder sous les rapports susmentionnés, à titre permanent ou temporaire, à une tierce nation.

Les Parties Contractantes sont convenues que les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure reconnue indispensable aux conditions économiques actuelles.

ARTICLE VIII.

Les dispositions fixées par l'article VII ne s'appliquent pas :

1° Aux prérogatives et traitements spéciaux accordés aux autres républiques

dé l'Amérique centrale par les traités et conventions que le Guatemala a conclus ou conclura avec les dits pays.

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ou économique.

ARTICLE IX.

Sous l'obligation de réexpédition ou de réimportation dans le délai de trois mois et de la preuve d'identité, sous réserve éventuelle du cautionnement ou de la consignation des droits et de la taxe de transmission ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires et, d'une manière générale, à charge d'observer les règlements en vigueur dans la matière, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1° Pour les échantillons passibles de droits de douane faisant partie du bagage des voyageurs de commerce;

2° Pour les objets destinés aux expositions et aux concours ayant un caractère public reconnu tel par l'Administration des douanes.

ARTICLE X.

Dans tous les cas où l'une des Parties Contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits du sol ou de l'industrie à des conditions de prix contrôlées par le Gouvernement ou par tout organisme habilité par lui, les conditions applicables à l'autre partie ne seront pas autres ni moins favorables que celles appliquées à la nation la plus favorisée sous ce rapport.

ARTICLE XI.

Les navires et bateaux portant pavillon de l'une des deux Parties Contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ et celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du Gouvernement, d'administrations publiques, de communes ou d'organisations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont habituellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux. Leurs cargaisons quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujettis à d'autres charges que si elles étaient importées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous le pavillon national.

En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leurs équipages et leurs chargements, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège, ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des Parties Contractantes étant que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que chacune des deux Parties Contractantes réserve pour le pavillon national le cabotage, la pêche, dans les eaux territoriales, ainsi que le remorquage et autres services du port.

Les navires et bateaux naviguant sous le pavillon de l'une des Parties Contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité du dit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie Contractante, sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications.

ARTICLE XII.

Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'un des pays contractants qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils acquittent les taxes et les impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie Contractante, chez des négociants ou producteurs, ou dans les locaux de vente. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes, qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons.

Si l'une des Hautes Parties Contractantes venait à appliquer de ce fait des taxes ou patentes spéciales, l'autre Partie pourrait adapter son régime de manière à rétablir la réciprocité.

Les voyageurs de commerce guatémaltèques, belges et luxembourgeois munis d'une carte de légitimation conforme au modèle agréé d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes, et délivrée par les autorités de leur pays respectif, auront le droit réciproque d'avoir avec eux échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

ARTICLE XIII.

Le présent traité abroge la convention du 19 juillet 1843 sur la faculté de succéder et d'acquérir.

ARTICLE XIV.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Guatemala aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Le traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur un an à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité à Guatemala, le sept novembre mil neuf cent vingt-quatre.

(s.) N. LEYSBETH,
Rob. LÖWENTHAL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1925.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten te Guatemala den 7^e November 1924, tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Guatemala.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert vele jaren reeds zijn onze economische betrekkingen met Guatemala niet meer door eene Economische Overeenkomst beheerscht geworden. Het eenig economisch Verdrag gesloten tusschen België en dit land dateert immers van het jaar 1849 en zijne uitwerkselen hebben te rekenen van 21 November 1878, opgehouden verplichtend te zijn. Het mag overigens gezegd worden dat, sedert zijne onafhankelijkheid, Guatemala zich over het algemeen weinig geneigd getoond heeft tot het aangaan van handelsakkoorden met vreemde natien, en de pogingen die wij herhaaldelijk in dezen zin aangewend hadden waren immer vruchteloos gebleven.

Het verdrag dat op het Bureel der Kamer nedergelegd is komt deze leemte aanvullen. Het is gegrond op de wederzijdsche behandeling der meestbegunstigde natie en bevat al de gewone bepalingen der handelsverdragen, zooals deze betreffende het inrichten, het uitoefenen van handel en nijverheid, de behandeling der goederen en der handelsreizigers, de scheepvaart enz. Het werd gesloten voor een jaar, en kan bij wijze van stilzwijgende hernieuwing voor een onbepaald tijdperk verlengd worden; zijne uitwerkselen zullen slechts ophouden een jaar na opzegging door eene der Verdragsluitende Partijen.

Indien het waar is dat de handelsbetrekkingen tusschen beide landen van heel weinig belang zijn, kan dit akkoord nochtans, zooals het gesloten werd, niet anders dan onze handelsbetrekkingen met de bijzonderste republiek van Midden-Amerika vergemakkelijken, zonder eenig risico voor ons, vermits het ons automatisch het voordeel zal doen genieten der tarifaire vergunningen die Guatemala eventueel aan de eene of de andere concurrerende natie zou kunnen verleenen.

*Voor den Minister van Buitenlandsche Zaken afw
De Eerste Minister, Minister van Financien,*

G. THEUNIS.

**Handels- en Scheepvaartverdrag tusschen België,
het Groothertogdom Luxemburg en Guatemala.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijn Naam als in Naam der **GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG** krachtens bestaande overeenkomsten aan de eene zijde, en de **PRESIDENT DER REPUBLIEK GUATEMALA** aan de andere zijde, evenzeer wenschend de handelsbetrekkingen tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Guatemala te bevorderen en uit te breiden, hebben besloten een handels- en scheepvaartverdrag te sluiten en hebben te dien einde tot hunne gevolmachtigden benoemd :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Nikolaas **LEYSBETH**, Ridder der Leopoldsorde, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister ;

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK GUATEMALA :

Den heer Roberto **LÖWENTHAL**, licenciat in de rechten, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Welke, na hunne in goeden en in behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen :

ARTIKEL ÉÉN.

De onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere Partij gevestigd of er tijdelijk verblijvend, zullen, wat betreft het vestigen van eenigen handel of eenige nijverheid op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij, dezelfde rechten, voorrechten, vrijdommen, gunsten en vrijstellingen genieten als de onderhoorigen der meestbegunstigde Natie.

ARTIKEL II.

De onderhoorigen van ieder der Verdragsluitende Partijen hebben op het grondgebied der andere Partij het recht alle soort roerend of onroerend eigendom te verwerven, te bezitten en uit te baten dat de wetten van het land aan onderhoorigen van elke andere vreemde natie toelaten of zullen toelaten te verwerven, te bezitten of uit te baten.

Zij mogen er over beschikken door verkoop, ruiling, schenking, huwelijkcontract, testament of op eenige andere wijze, alsook het verwerven door erfenis, onder dezelfde voorwaarden die vastgesteld zijn of zullen zijn ten opzichte der onderdanen van elke andere vreemde natie, zonder in een der vermelde gevallen onderworpen te zijn aan andere of hogere taxen, belastingen of lasten, onder welke benaming ook, dan deze welke ten laste der rijksinwoners zullen vastgesteld zijn.

Zij mogen eveneens, mits zich te gedragen naar de wetten van het land, de

opbrengst van den verkoop van hun eigendom vrij medenemen en hunne goederen in 't algemeen uitvoeren, zonder onderworpen te zijn aan andere of hoogere rechten dan deze welke de onderhoorigen der meestbegunstigde natie in soortgelijke omstandigheden zouden te betalen hebben. Zij hebben het recht, mits naleving der wetten van het land, in rechte te verschijnen en hebben vrijen toegang tot de rechtbanken, vóór dewelke zij hunne rechtsvorderingen kunnen indienen en de uitzonderingen inroepen die aan de rijksinwoners verleend zijn. Zij genieten het voordeel van al de rechten en immuniteiten der rijksinwoners en, zooals dezen, kunnen zij de vrijwaring hunner belangen toevertrouwen aan door hen zelf gekozen advokaten of gevolmachtigden.

ARTIKEL III.

In geval van overlijden van een Belg of van een Luxemburger in Guatemala of van een Guatemalaan in België of in Luxemburg, moeten de bevoegde plaatselijke overheden er onmiddellijk bericht van geven aan den dichtbij zijnden Consul-Generaal, Consul, Vice-Consul of Consulaires Agent van de natie waartoe de afgestorvene behoort; deze moeten van hunnen kant hetzelfde bericht aan de plaatselijke overheden geven indien zij de eersten zijn die het te weten komen.

De bevoegde plaatselijke overheid zal gezegd bericht aanvullen door de afgifte van een afschrift, in behoorlijken vorm en zonder kosten, van de overlijdensakte.

In geval van onbekwaamheid of afwezigheid van de erfgenamen of van afwezigheid der testamentuitvoerders, hebben de agenten van den consulaire dienst te zamen met de bevoegde plaatselijke overheden het recht, overeenkomstig de wetten hunner respectieve landen, alle noodige handelingen te verrichten met het oog op het bewaren en het beheeren der nalatenschap, inzonderheid het leggen en het lichten der zegels, het opmaken van den inventaris, het beheeren en vereffenen der nalatenschap, in een woord al de maatregelen te nemen die noodig zijn voor de vrijwaring van de belangen der erfgenamen, behalve ingeval er geschillen zouden ontstaan, waarover beslist zou moeten worden door de bevoegde rechtbanken van het land waar de nalatenschap opengevallen is.

ARTIKEL IV.

Het gerechtelijk bestaan van burgerlijke of handelsmaatschappijen die op gelijke wijze volgens de wetten van een der Verdragsluitende Partijen opgericht zijn en hun maatschappelijken zetel op haar grondgebied hebben, zal door de andere partij erkend worden op voorwaarde dat zij geen doel nastreven strijdig met de openbare orde en zij zullen, mits zich naar de wetten en reglementen te gedragen, vrijen en ongehinderden toegang hebben tot de rechtbanken, hetzij om er eene rechtsvordering in te stellen, hetzij om er zich te verdedigen.

De aldus erkende burgerlijke en handelsmaatschappijen van elk der Verdragsluitende Partijen zullen, mits zich te onderwerpen aan de wetten der andere, zich op het grondgebied dezer laatste kunnen vestigen, er bijkantoren of bijhuizen stichten en er hunne werkzaamheid uitoefenen.

ARTIKEL V.

De inlandsche rechten of taxen geheven voor rekening van den Staat, de Provincies en de Gemeenten of andere openbare instellingen en die gelegd zijn of zullen worden op het voortbrengen, het bereiden van goederen of het verbruiken van eenig artikel op het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen zullen de voortbrengsels, goederen en artikelen der andere Partij niet in meerdere mate of op meer hinderlijke wijze mogen treffen dan de inlandsche voortbrengsels, goederen of artikelen van denzelfden aard of dan die der meestbegunstigde Natie.

ARTIKEL VI.

De onderhoorigen, zoowel als de burgerlijke en de handelsmaatschappijen van elk der beide Verdragsluitende Partijen, zullen in geen enkel geval voor het uitoefenen van hunnen handel of van hunne nijverheid op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij kunnen onderworpen worden aan rechten, taxen, vervoertarieven, belastingen en lasten onder gelijk welke benaming, die van anderen aard of zwaarder zouden zijn dan die welke geëischt worden of zullen worden van de rijksinwoners.

De onderhoorigen van elk der Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere vrijgesteld zijn van elken militairen dienst hetzij in het landleger hetzij in de marine en van elk verplichtend officieel ambt, hetzij bestuurlijk of gerechtelijk. In vredes- en in oorlogstijd zullen zij slechts verplicht zijn tot de hulpverleeningen en opëischingen welke aan de rijksinwoners worden opgelegd, in dezelfde mate en volgens dezelfde beginselen als deze laatsten; zij zullen recht hebben op de door de van kracht zijnde wetten ten voordeele der rijksinwoners ingestelde vergoedingen.

ARTIKEL VII.

Al de voortbrengselen van den grond of van de nijverheid afkomstig van of uit gevoerd uit het tolgebied van eene der Verdragsluitende Partijen, welke ingevoerd zullen worden op het tolgebied van de andere Verdragsluitende Partij en die bestemd zijn hetzij om verbruikt, hetzij om in entrepôt opgeslagen, hetzij om opnieuw verzonden, hetzij om doorgevoerd te worden, zullen tijdens den duur dezer Overeenkomst onderworpen worden aan de behandeling verleend aan de meestbegunstigde Natie. Zij zullen inzonderheid in geen enkel geval onderworpen kunnen worden noch aan hoogere noch aan andere rechten, noch aan andere beperkingen dan die de voortbrengselen of de goederen der meestbegunstigde Natie treffen.

De uitvoeren met bestemming naar eene der Verdragsluitende Partijen zullen door de andere met geene andere of hoogere rechten of taxen belast worden dan bij den uitvoer derzelfde voorwerpen naar het te dien opzichte meestbegunstigde land, noch aan andere beperkingen onderworpen worden.

Elke der Verdragsluitende Partijen verplicht zich de andere onmiddellijk en zonder verdere voorwaarden te doen genieten van elke gunst, van elk voorrecht of van elke vermindering van rechten of van taxen welke zij aangaande boven-

staande zaken aan een derde Natie blijvend of tijdelijk reeds verleend heeft of in het vervolg zou kunnen verleen.

De Verdragsluitende Partijen zijn overeengekomen dat de beperkingen of verboden betreffende den in- of den uitvoer van zekere goederen slechts gehandhaafd zullen worden voor zoolang en voor zoover zij onmisbaar erkend worden wegens de huidige economische omstandigheden.

ARTIKEL VIII.

De door artikel 7 vastgestelde beschikkingen zijn niet van toepassing :

1^o Op de voorrechten en bijzondere behandelingen verleend aan de andere republieken van Midden-Amerika door verdragen en overeenkomsten welke Guatemala met gezegde landen gesloten heeft of zal sluiten.

2^o Op de bijzondere gunsten uit een tol- of economisch verbond voortvloeiend.

ARTIKEL IX.

Onder verplichting van wederverzending of van wederinvoer binnen de drie maanden en van het bewijs der eenzelve, onder eventueel voorbehoud der borgstelling of der inbewaargeving der rechten en der overdrachtstaxe of van de belasting op den omzet en, in het algemeen, op voorwaarde dat de, ter zake van kracht zijnde reglementen in acht worden genomen, wordt de vrijstelling van elk in- en uitvoerrecht wederkeerig vastgesteld :

1^o Voor de aan douanerechten onderworpen stalen welke deel uitmaken van het reisgoed der handelsreizigers ;

2^o Voor de voorwerpen bestemd voor de tentoonstellingen en wedstrijden, welke door het Beheer der douanen erkend worden als hebbende een openbaar karakter.

ARTIKEL X.

In alle gevallen waarin eene der Verdragsluitende Partijen den in- of den uitvoer voor zekere voortbrengselen van den grond of van de nijverheid zou onderwerpen aan prijsvoorwaarden waarop door de Regeering of eenig door haar aangesteld organisme toezicht wordt uitgeoefend, zullen de op de andere partij toegepaste voorwaarden noch van anderen aard noch minder gunstig zijn dan die welke toegepast worden op de onder dit opzicht meestbegunstigde natie.

ARTIKEL XI.

De schepen en booten, die de vlag van een der beide Verdragsluitende Partijen voeren, welke op ballast of geladen de wateren of havens van de andere Partij zullen binnenvaren of die er uit zullen varen, welke ook de plaats van hun vertrek of van hunne bestemming zij, zullen niet onderworpen worden, zoomin bij het in- als bij het uitvaren en bij de doorvaart, aan eenig recht of taxe, onder welke benaming ook, in naam of ten voordeele van de Regeering, van openbare besturen, van gemeenten of van gelijk welke organismen geheven, die van anderen aard of hooger zouden zijn dan die welke gewoonlijk opgelegd worden of in het vervolg

zouden kunnen worden op de vaartuigen van het land zelf. Hunne ladingen, van welken oorsprong ook, zullen geene andere noch hoogere invoerrechten betalen en zullen aan geene andere lasten onderworpen zijn dan indien zij onder de vlag van het land zelf zouden ingevoerd zijn. Hunne passagiers en dezer reisgoed zullen eveneens behandeld worden alsof zij onder de vlag van het land zelf zouden reizen.

Wat betreft het plaatsen der schepen en booten, het laden en lossen daarvan in de havens, reeden, vloedhavens en dokken, en in het algemeen voor alle gelijk welke formaliteiten of beschikkingen waaraan de handelsvaartuigen, hunne bemanningen en hunne ladingen onderworpen kunnen zijn, wordt overeengekomen dat aan de vaartuigen van het land zelve geen enkel voorrecht, noch eenige gunst verleend zal worden, welke die van den anderen Staat ook niet zouden genieten, daar het de wil van beide Verdragsluitende Partijen is dat ook onder dit opzicht hunne vaartuigen op den voet eener volkomen gelijkheid behandeld worden.

De voorafgaande beschikkingen verhinderen niet dat de beide Verdragsluitende Partijen de kustscheepvaart, het vissen, in de territoriale wateren, zoowel als het slepen en andere havendiensten voor hun eigen vlag voorbehouden.

De schepen en booten, die onder de vlag van eene der Verdragsluitende Partijen varen en voorzien zijn van de scheepspapieren en documenten vereischt door de wetten van het land dezer vlag, zullen van rechtswege erkend worden als hebbende de nationaliteit van gezegd land in de territoriale en binnenwateren en in de havens der andere Verdragsluitende Partij, zonder dat het noodig zal zijn andere bewijzen te leveren.

ARTIKEL XII.

De handelaars, de fabrikanten en andere nijveraars van een der verdragsluitende landen die door het overleggen van een industriele legitimatiekaart afgeleverd door de bevoegde overheden van hun land bewijzen dat zij de door de wetten voorziene taxen en belastingen betalen, zullen het recht hebben, hetzij persoonlijk, hetzij door in hunnen dienst staande reizigers aankopen te doen op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij, bij de handelaars of voortbrengers, of in de verkooplokalen. Zij zullen eveneens bestellingen kunnen nemen, zelfs op stalen, bij de handelaars of andere personen, die voor hunnen handel of hunne nijverheid de met deze stalen overeenkomende koopwaren gebruiken.

Indien eene der Hooge Verdragsluitende Partijen uit dien hoofde taxen of bijzondere patenten zou toepassen, zal de andere Partij haar regime mogen aanpassen ten einde de wederkeerigheid te herstellen.

De Guatemalaansche, Belgische en Luxemburgsche handelsreizigers voorzien van eene legitimatiekaart overeenkomstig het bij gemeen overleg door de Hooge Verdragsluitende Partijen aangenomen model, en afgegeven door de overheden van hun respectief land zullen het wederkeerig recht hebben stalen of modellen, maar geene koopwaren bij zich te hebben.

De Verdragsluitende Partijen zullen elkander wederkeerig kennis geven van de overheden belast met het afgeven der legitimatiekaarten, alsmede van de beschik-

kingen waarnaar de reizigers zich moeten gedragen bij het uitoefenen van hunnen handel.

ARTIKEL XIII.

Door dit verdrag wordt de overeenkomst van 19 Juli 1843 aangaande het recht van erven en van verwerven afgeschaft.

ARTIKEL XIV.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen er van zullen zoodra het mogelijk is uitgewisseld worden te Guatemala.

Het zal van kracht worden den vijftienden dag na het uitwisselen der bekrachtigingen.

Het verdrag is gesloten voor den duur van een jaar. Indien het nochtans niet opgezegd is bij het verstrijken van dezen termijn, zal het door stilzwijgende vernieuwing verlengd worden voor een onbepaalden tijd en het zal te allen tijde opzegbaar zijn.

In geval van opzegging zal het nog van kracht blijven gedurende een jaar te rekenen van den dag waarop eene der Verdragsluitende Partijen aan de andere kennis zal gegeven hebben van haar voornemen er de uitwerking van te doen ophouden.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag geteekend hebben te Guatemala den zevenden November duizend negen honderd vier en twintig.

(Get.) N. LEYSBETH.

Rob. LÖWENTHAL.



(8)

PROJET DE LOI

approuvant le Traité de Commerce et de Navigation conclu à Guatémala, le 7 novembre 1924, entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et le Guatémala.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité de Commerce et de Navigation conclu le 7 novembre 1924 entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et le Guatémala sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

*Pour le Ministre des Affaires Étrangères absent,
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten te Guatemala, den 7^e November 1924, tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Guatemala.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandse Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN .

Onze Minister van Buitenlandse Zaken is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het Wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt.

EENIG ARTIKEL.

Het op 7 November 1924 tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Guatemala gesloten Handels- en Scheepvaartverdrag zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel den 15^e December 1924.

Van 's Konings wege :

*Voor den Minister van Buitenlandse Zaken afwezig,
De Eerste Minister,
Minister van Financiën.*

THEUNIS.